



Communauté de communes Du Rhône Aux Gorges de l'Ardèche

Modification simplifiée n°1 du PLU de Viviers

Livre 1 – Documents administratifs

Livre 2 – Notice de présentation

Livre 3 – Pièce modifiée du PLU

Livre 4 – Volet environnemental

Livre 4 – Annexe 1 du volet environnemental « formulaire de la procédure au cas par cas »

Procédure	Prescription	Approbation
Elaboration du PLU	Délibération du 17/11/2008	14/05/2012
Modification du PLU		14/11/2016
DP valant MEC du PLU		Délibération par le conseil commu- nautaire du 11/04/2019
DP valant MEC du PLU	Délibération du 11/02/2021	Délibération du 16/12/2021 n°2021-138
Modification simplifiée n°1 du PLU	Arrêté du 28/11/2024	

Table des matières

I. Préambule	3
II. Références législatives et réglementaires.....	3
III. Formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas de la procédure de modification simplifiée	4
III.1. Formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas	4
III.2. L'Auto-évaluation.....	4
III.3. Compléments cartographiques au formulaire.....	6
III.3.1 Contexte territorial.....	6
III.3.2 Présentation du contexte environnemental	8

I. Préambule

Pour illustrer les renseignements demandés dans le formulaire de saisine pour la procédure au cas par cas, cette annexe du livre 4 centralise les éléments, principalement cartographiques, qui complètent ceux présents dans le livre 2.

II. Références législatives et réglementaires

La procédure engagée implique un examen au cas par cas sur la base des dispositions du 3° du III de l'article L122-4 et de l'article R122-17 du code de l'environnement pour déterminer si elle doit être soumise au non à une évaluation environnementale. L'Autorité Environnementale sera donc saisie au titre des articles R104-33 et suivants du code de l'urbanisme.

Article L122-4 du code de l'Environnement

III. - Font l'objet d'une évaluation environnementale systématique ou après examen au cas par cas par l'autorité environnementale :

[...] 3° Les modifications des plans et programmes mentionnés au II et au 1° et au 2° si elles sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Article R122-17 du code de l'Environnement

[...] II. – Les plans et programmes susceptibles de faire l'objet d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas sont énumérés ci-dessous :

11° Plan local d'urbanisme ne relevant pas du I du présent article ;

La procédure d'examen au cas par cas est aussi référencée dans le code de l'urbanisme :

Sous-section 4 : Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable articles R104-33 à 36

Article R104-33

[...] elle [la personne publique responsable] saisit l'autorité environnementale pour avis conforme dans les conditions prévues aux articles [R. 104-34 à R. 104-37](#) et, au vu de cet avis conforme, prend une décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale.

Article R104-34

En application du second alinéa de l'article [R. 104-33](#), la personne publique responsable transmet à l'autorité environnementale un dossier comprenant : 1° Une description de la carte communale, de la création ou de l'extension de l'unité touristique nouvelle ou des évolutions apportées au schéma de cohérence

territoriale, au plan local d'urbanisme ou à la carte communale ; 2° Un exposé décrivant notamment : a) Les caractéristiques principales du document d'urbanisme ou, le cas échéant, pour l'unité touristique nouvelle, les éléments mentionnés aux 2°, 3° et 5° du I de l'article [R. 122-14](#) ; b) L'objet de la procédure d'élaboration ou d'évolution ; c) Les caractéristiques principales, la valeur et la vulnérabilité du territoire concerné par la procédure ;

d) Les raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de

certain plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

L'exposé mentionné au 2° est proportionné aux enjeux environnementaux de la procédure menée.

La liste détaillée des informations devant figurer dans l'exposé est définie dans un formulaire dont le contenu est précisé par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

Article R104-35

Le dossier mentionné à l'article [R. 104-34](#) est transmis à un stade précoce et, au plus tard, avant l'examen conjoint, la soumission pour avis ou la notification aux personnes publiques associées, au service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale), qui en accuse réception.

[...]

Au regard du dossier mentionné à l'article R. 104-34, l'autorité environnementale rend un avis conforme, dans un délai de deux mois à

compter de la réception initiale du dossier, sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale et le transmet à la personne publique responsable. En l'absence de réponse dans ce délai, l'avis de l'autorité environnementale est réputé favorable à l'exposé mentionné au 2° de l'article R. 104-34. L'avis ou la mention de son caractère tacite, ainsi que, dans ce dernier cas, le formulaire mentionné à l'article R. 104-34 sont mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale et joints au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Article R104-36

La décision mentionnée à l'article [R. 104-33](#) est prise :

[...]

2° Par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent mentionné à l'article [L. 153-8](#), le conseil de territoire mentionné à l'article L. 134-13 ou le conseil municipal lorsque le plan local d'urbanisme est révisé, dans le cas mentionné au II de l'article [R. 104-11](#), modifié ou mis en compatibilité en application de l'article [R. 153-15](#) ;

[...]

III. Formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas de la procédure de modification simplifiée

La partie suivante vise à illustrer certaines informations renseignées dans le formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas de la procédure de modification simplifiée du PLU de Viviers qui est disponible en annexe.

III.1. Formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas

Le formulaire dûment renseigné est consultable en annexe 1 du livre 4. Les illustrations ou données suivantes ne viennent que le compléter.

III.2. L'Auto-évaluation

Comme précisé dans le formulaire de saisine, l'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure compte tenu de sa nature, de sa localisation en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Vu les critères renseignés dans le formulaire, ceux potentiellement (directement ou à proximité) concernés par la procédure d'évolution du document d'urbanisme communal apparaîtront dans la grille suivante. Il est, en plus, ajouté les deux derniers critères relatifs à l'occupation des sols et réseaux dont le traitement des rejets qui n'apparaissent pas dans le formulaire.

Grille d'auto-évaluation →

Thématique / enjeux du secteur	Parcelle AM 407 contenant l'ancienne maison de retraite à réhabiliter	
	Incidence	Type d'incidence (= neutre / + positif / - négatif)
Gestion des risques PPR inondation	<p>Une partie du tènement est concerné par le PPRi en raison de la présence du ruisseau souterrain de Valpeyrouse.</p> <p>Le risque inondation ne touche pas directement le bâtiment actuel.</p> <p>La transformation de l'ancienne maison de retraite en logements locatifs sociaux est un projet qui n'augmente pas la vulnérabilité des biens et personnes au risque inondation.</p>	=/+
Occupations des sols – Intégration paysagère	<p>Cette parcelle est déjà artificialisée en raison de la présence d'un immeuble, voirie et d'une aire de stationnement.</p> <p>Il n'y aura pas d'impact paysager sur l'environnement proche puisque l'immeuble à réhabiliter existe déjà.</p>	=
Réseaux Traitement rejet eau	<p>Zone desservie par les réseaux eau, électricité et l'assainissement collectif –</p> <p>Les eaux pluviales seront rejetés dans le réseau séparatif existant.</p> <p>La DREAL sera consultée au moment du dépôt du permis de construire au titre de la déclaration d'utilité publique du captage de Bellieure puisque le terrain se situe dans le périmètre de protection rapprochée.</p>	=

Compte tenu des résultats de la grille et vu que l'évolution prévue sur ce secteur se situe en dehors :

- D'un site N2000 (ZPS ou SIC)
- D'un Site inscrit ou classé au titre de la loi Paysage
- D'une zone sous arrêté préfectoral de protection du biotope
- D'une ZNIEFF type 1 ou type 2
- D'un SPR ou périmètre de monument historique
- D'un classement ICPE – industrielle ou agricole
- D'un classement EBC – espace boisé classé
- D'une zone humide référencée par le conservatoire d'espaces naturels ou le SAGE Ardèche
- D'un ENS – espace naturel sensible

Cette auto-évaluation conclut en l'absence d'incidences notables du projet sur l'environnement.

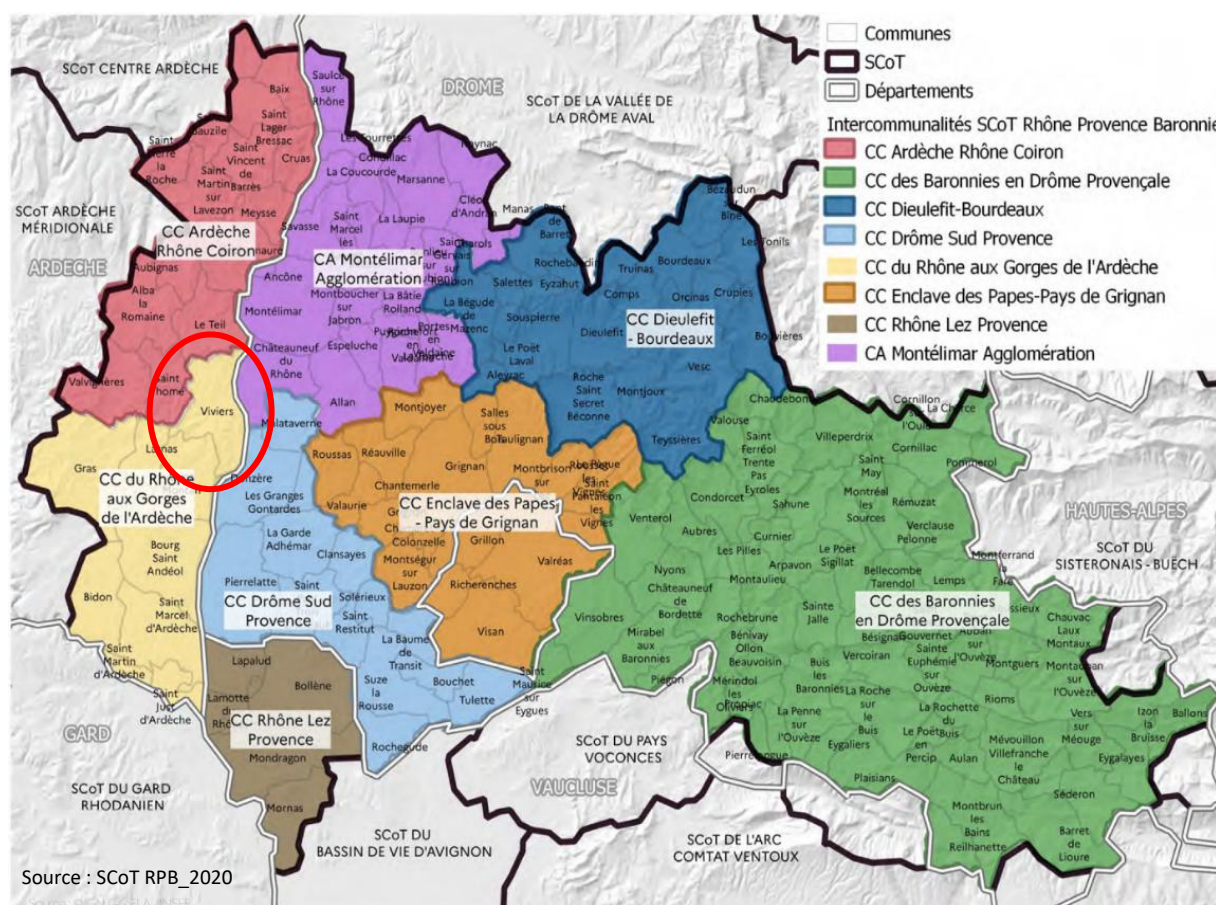
Dans le cadre du PLUi-h en élaboration sur le territoire, il est prévu de décliner localement la trame verte et bleue régionale et d'identifier des éléments bâtis ou naturels au titre des articles L151-19 et 23 du code de l'urbanisme qui ne sont pas concernés par ces projets d'évolution

III.3. Compléments cartographiques au formulaire

III.3.1 Contexte territorial

La cartographie suivante positionne la commune de Viviers au nord de l'intercommunalité DRAGA, limitrophe au département de la Drôme et appartenant au périmètre du SCOT Rhône Provence Baronnie.

Le périmètre du SCOT Rhône Provence Baronnie est créé par arrêté inter-préfectoral depuis le 6 novembre 2017. Il couvre 177 communes, structurées en 8 intercommunalités (1 communauté d'agglomération et 7 communautés de communes). Le périmètre couvre en partie trois départements : Drôme (143 communes), Vaucluse (9 communes), Ardèche (24) et deux Régions : Auvergne Rhône Alpes et Sud-PACA. La prescription a été engagée fin avril 2021 et l'année 2025 sera dédiée à la validation du PAS (Projet d'Aménagement Stratégique).

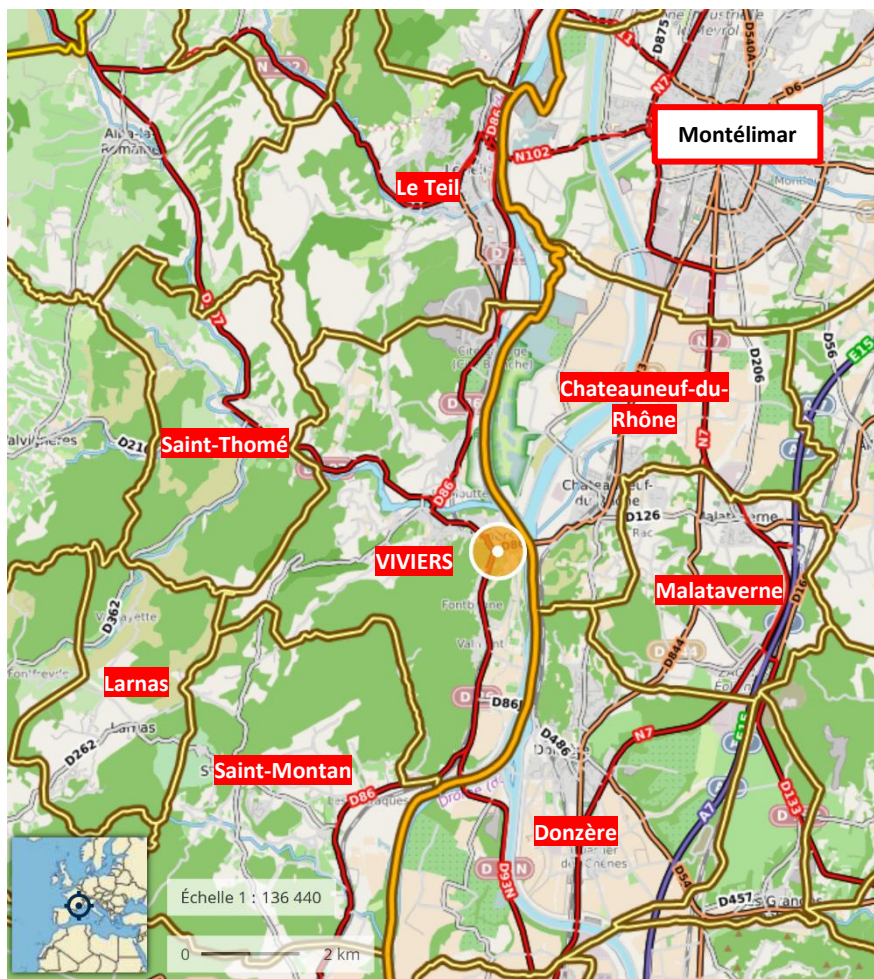


La commune de Viviers se situe en Ardèche méridionale. Séparée par le Rhône, la commune est limitrophe avec Donzère et Châteauneuf-du-Rhône pour le département de la Drôme et avec le Teil, Saint-Thomé, Larnas et Saint Montan dans sa partie ardéchoise.

Elle fait partie de la communauté de communes DRAGA, Du Rhône aux Gorges de l'Ardèche qui rassemble 9 communes ardéchoises de la frange rhodanienne.

Viviers se situe à moins de 10 min de Montélimar et de son échangeur à l'entrée sud et à 15 min du bassin de Pierrelatte-Bollène.

L'ancienne maison de retraite se situe dans les faubourgs ouest à la lisière d'un massif forestier, d'une zone pavillonnaire et d'une zone d'équipement public (piscine, tennis, salle des fêtes).



Localisation de l'ancienne maison de retraite à Bellieure

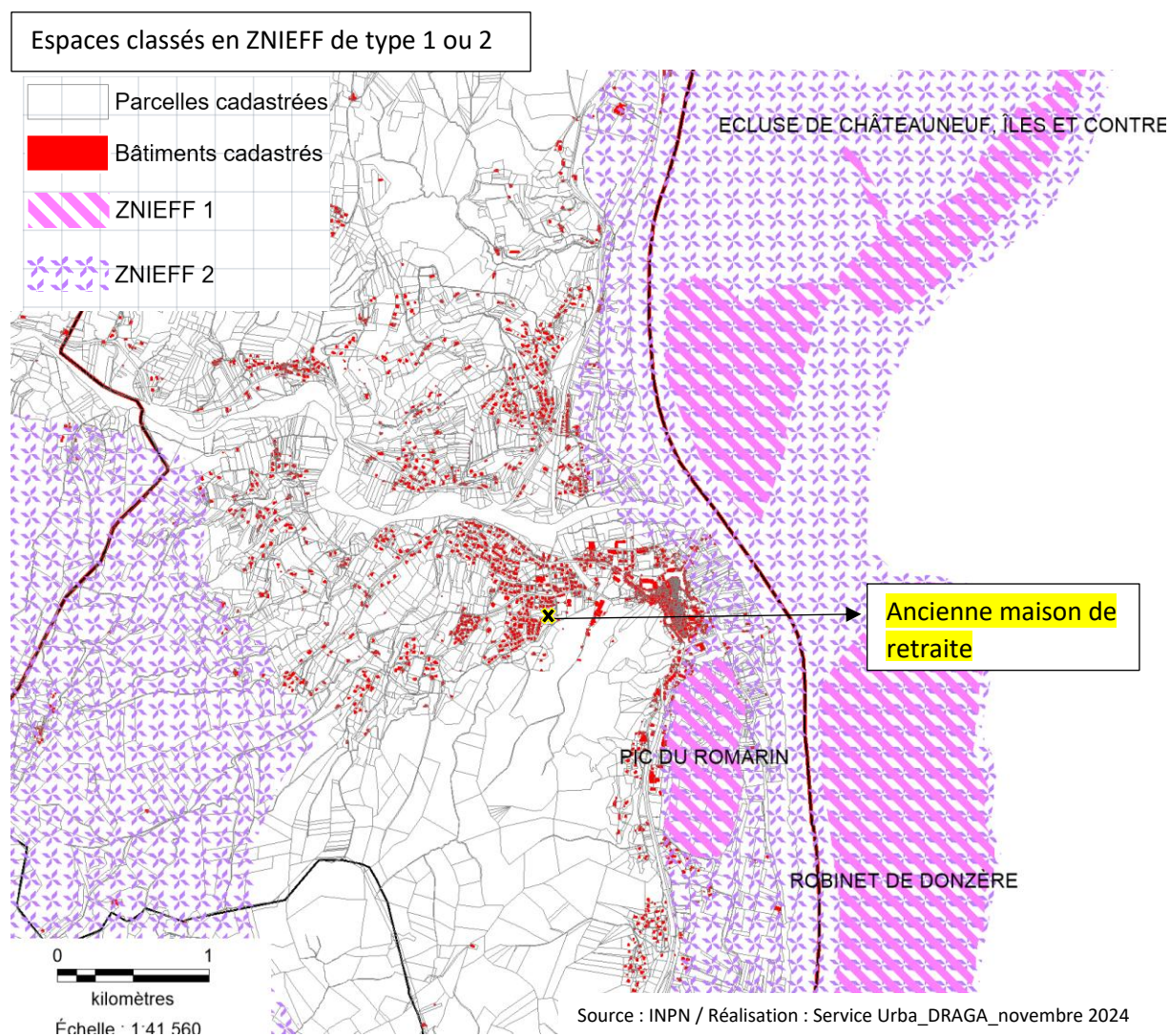


III.2.2 Présentation du contexte environnemental

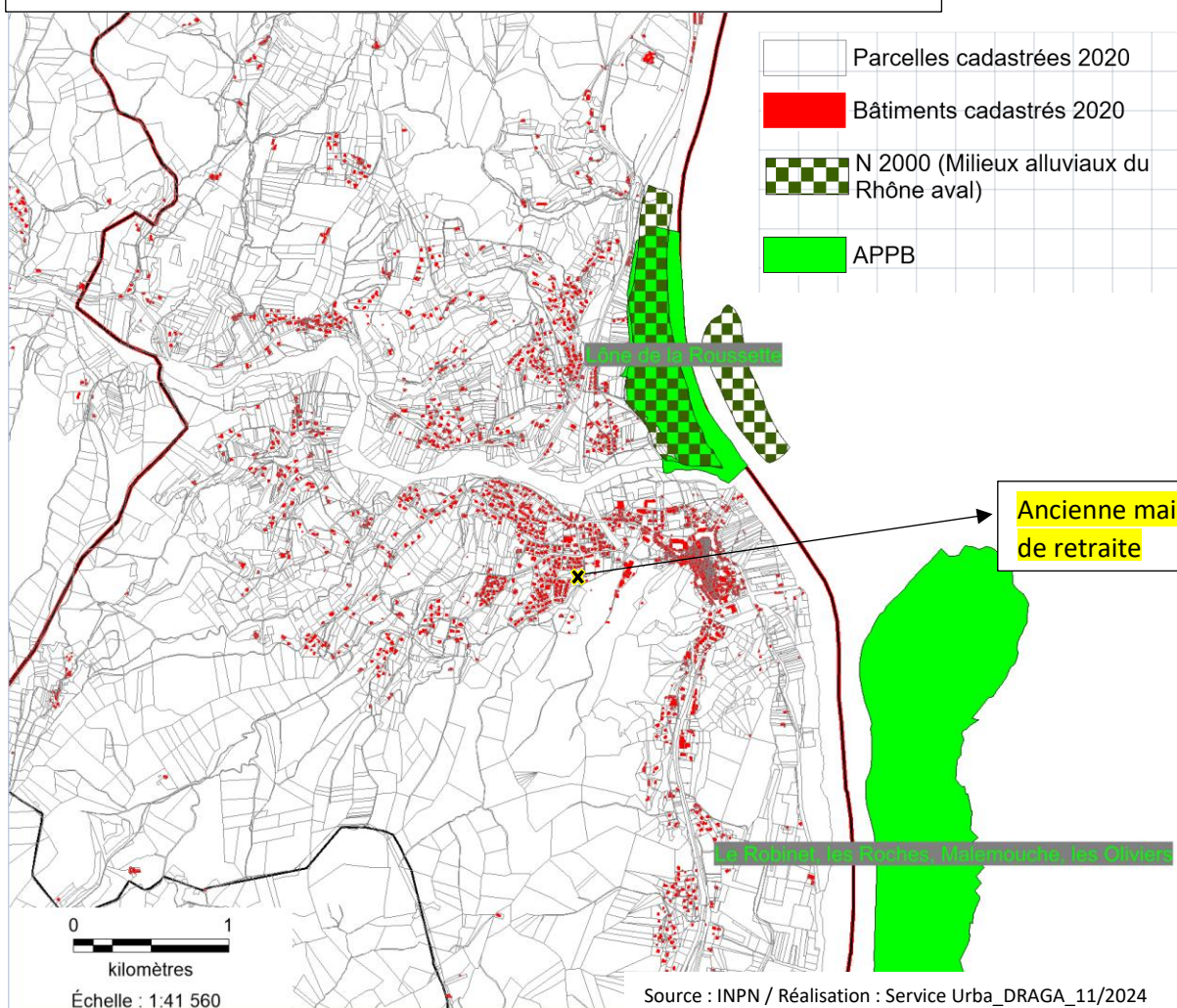
Ce chapitre présente les espaces naturels présent sur ou autour de la commune de Viviers . L'ensemble des indications métriques (calculées en distance à vol d'oiseau), prend comme point de départ le site de l'ancienne maison de retraite (parcelle AM 407).

- **Les zonages et inventaires environnementaux**

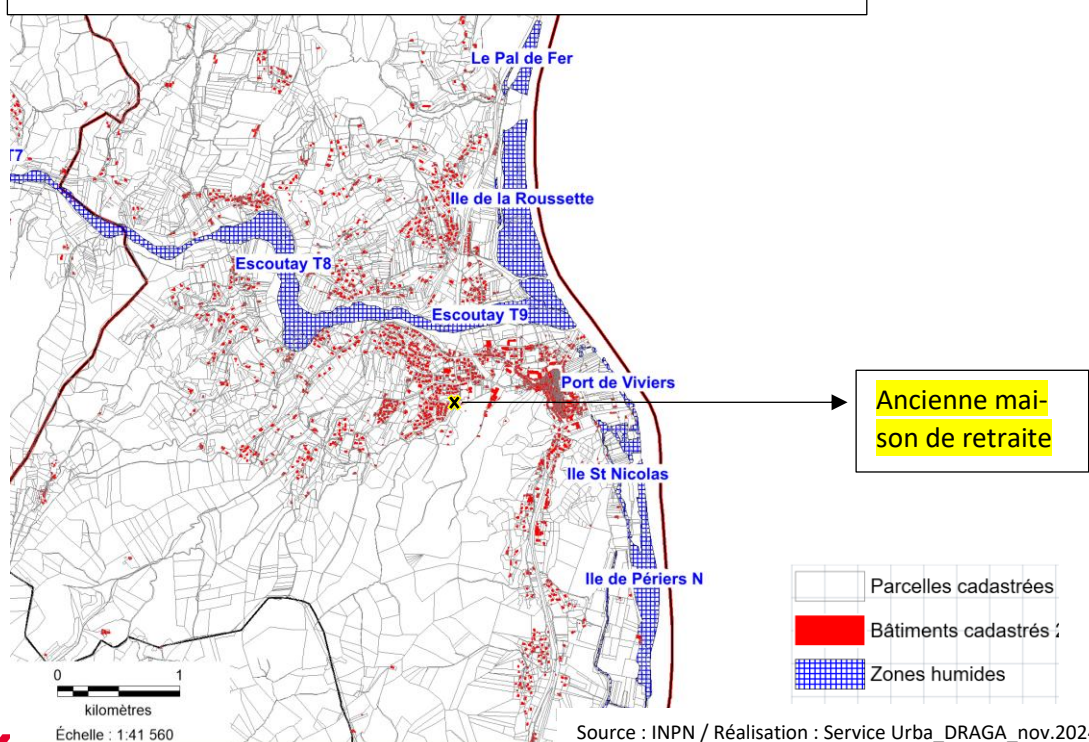
Les cartographies suivantes synthétisent les données environnementales avec comme point de repère le site de l'ancienne maison de retraite..



Espaces classés en N2000 ou en Arrêté Préfectoral de Protection du Biotope

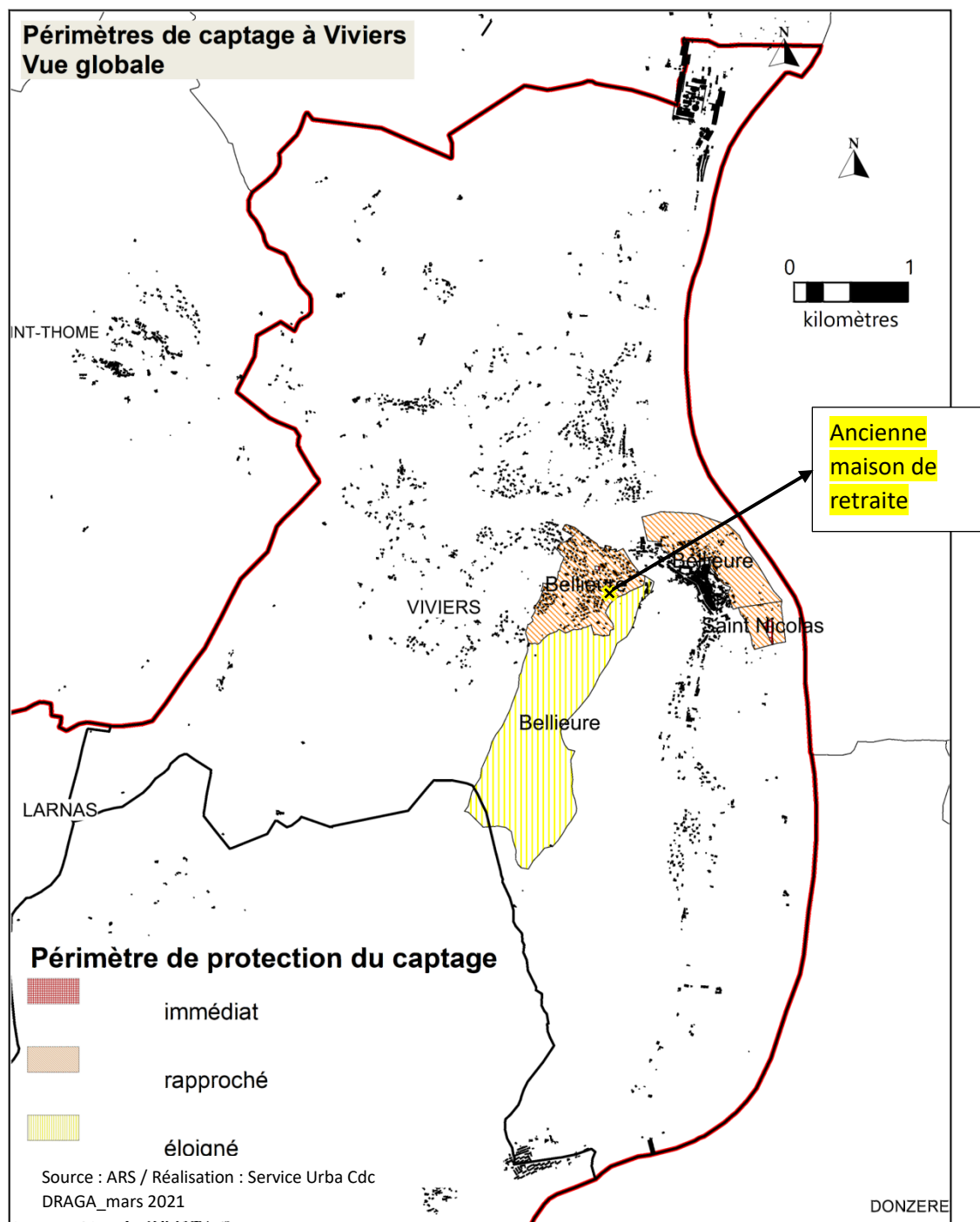


Zones humides recensées par le Conservatoire d'Espaces Naturels



- **La ressource en eau**

La commune de Viviers est concernée par deux périmètres de captage, l'un sur l'île Saint Nicolas sur le Rhône et l'autre sur le site de Bellieure.

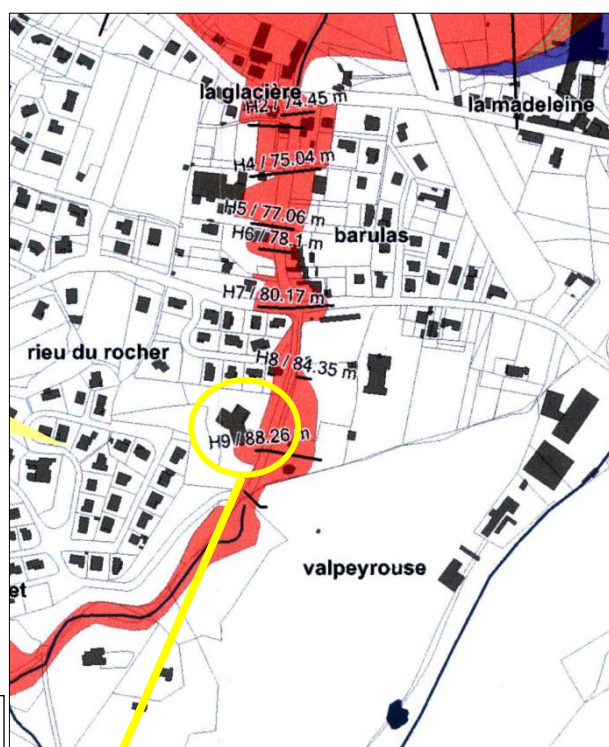


L'ancienne friche de Billon est située dans le périmètre de protection rapprochée du captage de Bellieure.

- **Les risques et nuisances**

Un Plan de Prévention du Risque inondation (PPRi) a été approuvé en août 2010 et définit les zones à risque inondation du Rhône et l'Escoutay ainsi que ses affluents.

La parcelle se situe en partie dans la zone rouge du PPRi du ruisseau de Valpeyrouse (affluent de l'Escoutay).



Extrait du PPRi_Viviers

